

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Numéro 123

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

ALERTE LAÏCITE.

Après l'annulation d'un mariage pour cause de « non-virginité » de l'épouse, de nouvelles atteintes à la laïcité révèlent à quel point l'heure est grave pour les républicains. A La Verpillière, dans l'Isère, un créneau horaire réservé aux femmes a été instauré à la piscine municipale. A Vigneux, en Essonne, c'est un tournoi de basket intermosquées (?) strictement interdit aux hommes qui s'est tenu au gymnase municipal. Le communautarisme prolifère, la laïcité régresse. Alerte !

LA MARCHÉ DES SANS RIEN.

Soutenue par l'UFAL (Union des Familles Laïques), la marche des Sans Rien a pour protagonistes les victimes de la pauvreté engendrée par le néo-libéralisme. Après Pau, Toulouse, Montpellier, le Midi, l'Est, la marche finalise à Paris, où une halte est prévue à Vaux-le-Pénit le 21 juin. Les Sans Rien suscitent un vaste mouvement de soutien de la part d'élus locaux, de syndicalistes et de militants politiques et associatifs.

AFGHANISTAN.

Sur le départ, le général américain Dan McNeill, commandant en chef des forces de l'OTAN en Afghanistan, n'a pas caché que la guerre menée par la coalition depuis 2002 se solde par un échec. « Il faudrait 400 000 hommes pour venir à bout de l'insurrection », a-t-il déclaré, alors que les Occidentaux n'en comptent que 52 000 sur le terrain. Les dernières nouvelles lui donnent raison : les forces talibanes contrôlent désormais le sud du pays, dont l'importante ville de Kandahar.

Edito: MESSIEURS LES « DEMOCRATES », DANS LEURS ECRITS ET DANS LEURS ŒUVRES...

A peine le « non » irlandais au soi-disant « traité simplifié » de l'UE fut-il connu qu'a résonné sur tout le vieux continent le même déni de démocratie qui avait suivi les référendums de 2005 en France et aux Pays Bas. « Il n'y a pas de plan B », proclame Barroso, président de la commission de Bruxelles, insinuant que l'Irlande restera sur le bas-côté tandis que les autres 26 pays de l'Union poursuivront leur chemin, tracé, depuis l'Acte unique en 1986, par une succession de traités d'inspiration libérale. « Il faut faire revoter les Irlandais », proposent certains, à l'exemple de ce qui fut imposé aux Danois après leur « non » au traité de Maastricht en 1992. Sous-entendu : on peut prendre moins de précautions avec les petits pays qu'avec une grande nation comme la France, ou avec l'un des co-fondateurs de la CEE (les Pays Bas)...

« Le Royaume Uni est sur la bonne voie », claironne Gordon Brown en brandissant la ratification du « traité simplifié » par la Chambre des Lords - dont la plupart des membres sont nommés à vie par la reine sur proposition du Premier Ministre ! Bel exemple de démocratie, aujourd'hui mis en exergue par le leader du parti travailliste, dont le programme incluait jadis la suppression de cette tutelle aristocratique sur les institutions britanniques !

Mais Combat Républicain décerne une mention toute particulière à Alain Duhamel, chroniqueur multicartes depuis des décennies et l'un des façonneurs de la pensée unique, qui s'est fendu dans Libération du 12 juin d'une tribune au titre rageur : « Le despotisme irlandais ». Nous ne résistons pas à la tentation d'en publier de larges extraits, tant l'argumentation de Duhamel illustre bien la dérive anti-démocratique des tenants de l'Europe libérale.

Après avoir relevé « le caractère ombrageux et le tempérament fantasque de la verte Erin » - ce cliché éculé en dit long sur la profondeur de la pensée duhamélienne -, notre plumitif fait remarquer, d'une plume acerbe, que les Irlandais ont beaucoup profité de la manne européenne au point de passer « en trois décennies de James Joyce au 4x4 » - on appréciera le progrès et ce qui le mesure...

Voici le bouquet final : « On connaît la mécanique infernale des référendums, ces machines à faire répondre « non » aux questions qui ne sont pas posées ». Ah bon ? Parce que s'agissant d'un traité de 267 pages - quelque 3 000 avec les annexes -, prétendant orienter la politique européenne dans tous les domaines - institutionnel, mais aussi économique, social, en matière d'immigration, de défense et de politique étrangère, etc. - il pourrait rester une question à laquelle ce maxi-texte ne prétendrait pas répondre ?

Et Duhamel de poursuivre : « Comme en France ou aux Pays Bas en 2005, 90% des élus, des chefs d'entreprise, des médias poussent au « oui ». A Dublin, c'est aussi le cas de 90% des syndicalistes, des universitaires et des intellectuels. Comme à Paris et à La Haye, cela irrite beaucoup plus que cela ne convainc ». 90%, c'est sûrement vite écrit, mais notre politologue met le doigt sur une réalité : le divorce entre les « élites mondialisées », gagnées au libéralisme, et la grande majorité des

populations qui souffre des politiques imposées à elle depuis 25 ans.

Quelles conclusions en tire Duhamel ? « On plonge de nouveau dans la démocratie d'opinion avec ses démagogues, ses populistes, ses affabulateurs et ses mythomanes...Et si, au lieu de pouvoir bloquer à eux seuls leurs 500 millions de partenaires, l'appartenance aux institutions européennes des nonistes était suspendue jusqu'à ce qu'ils décident de rejoindre la majorité qui souhaite avancer ? Et si, en somme, le veto s'appliquait aux bloqueurs et non pas aux bloqués, comme dans une démocratie ? »

Comme vous y allez, Monsieur Duhamel, ce coup-ci dans le plus complet mépris de la vérité ! La « majorité qui souhaite avancer » ? Mais elle a exprimé par trois fois - France, Pays Bas, Irlande - et fort démocratiquement qu'elle ne veut pas emprunter la voie que vous et vos semblables lui proposez, une voie pavée de délocalisations, de dumping social, de malthusianisme économique, d'inféodation à l'OTAN et

de réglementations tatillonnes...Ne prétendez pas nous donner de leçon de démocratie, alors que vous soutenez le refus de Sarkozy de convoquer un nouveau référendum sur le « traité simplifié » !

On le voit : les peuples européens, au-delà de la grande diversité de leur histoire nationale, convergent de plus en plus dans un même refus du libéralisme et d'institutions qui les privent de leur souveraineté. Reste, pour la gauche, le défi de transformer ce refus en alternative. Car il est pour le moins paradoxal que ce rejet clairement exprimé de la politique du capital financier s'accompagne souvent d'un vote favorable aux partis qui la mettent en œuvre - droite ou sociaux-libéraux.

Une autre Europe est possible, portée par une politique authentiquement sociale et démocratique. La victoire du « non » en Irlande indique qu'il est urgent de la définir et de la populariser, comme réponse à la crise dont le capital financier est en train de recouvrir le monde.

HUMEURS. DECLARATION DU COLLECTIF IRLANDAIS POUR LE « NON » PROGRESSISTE

Rejet du Traité de Lisbonne ! Respectez la volonté du peuple !

Le peuple irlandais s'est prononcé. Alors qu'on prédisait un ébranlement social et politique, nous sommes convaincus que des centaines de millions de personnes aux quatre coins de l'Europe se réjouiront du rejet du Traité de Lisbonne. Les propositions visant à réduire encore la démocratie, à militariser l'Union européenne et à laisser le privé s'emparer des services publics ont été rejetées. Le Traité de Lisbonne est mort. Qu'il soit maintenant enterré avec la Constitution européenne dont il découle.

Nous appelons le gouvernement irlandais, comme ceux qui ont soutenu ce traité, à respecter la volonté du peuple irlandais et à abandonner ce traité qui est un échec : il n'est pas question de le présenter à nouveau, comme ils l'ont fait avec le Traité de Nice.

Nous appelons la Commission européenne, le Parlement européen et les gouvernements des États membres de l'Union à respecter la volonté du peuple irlandais : il n'est pas question de nouvelles menaces ou tentatives d'outrage au peuple.

Ce vote montre le gouffre qui sépare les politiciens et les élites d'Europe des opinions du peuple. Comme en France et aux Pays-Bas, les dirigeants politiques et l'establishment ont tout fait pour passer en force. Et ils ont échoué.

Nous demandons un changement de direction. Nous demandons l'arrêt de la militarisation de l'Europe et la réduction des dépenses d'armement : que cet argent soit consacré à des projets d'utilité sociale.

Nous demandons l'arrêt de la privatisation de tous les services publics et le retrait des services publics de la dictature du marché.

Nous demandons que l'on cesse de donner le rôle principal aux marchés et aux banques pour décider de l'organisation de la société : nous voulons des mesures sérieuses pour mettre un terme à la surenchère par le bas et protéger les droits des travailleurs, pour répondre au chômage et à la pauvreté, pour en finir avec les inégalités et l'oppression, pour inverser le réchauffement climatique.

Nous demandons un changement d'orientation des relations de l'Europe avec les pays en développement, donnant la priorité aux besoins des peuples du Sud : pour que les droits de l'Homme soient la véritable priorité, et non le soutien à des régimes répressifs, en échange de services rendus aux États ou au monde des affaires européens.

Nous appelons les peuples d'Europe à tenir maintenant un rôle déterminant pour décider de notre avenir commun. Il ne s'agit désormais plus d'un débat réservé à l'Irlande. Il appartient au peuple européen de décider de l'avenir de l'Europe. Nous ne tolérerons pas davantage une situation où l'on ramène la question-clé à : comment faire en sorte que l'Irlande "vote bien". Là où le processus de Lisbonne constituait un déni de démocratie pour la grande majorité de la population de l'Union européenne, nous appelons les peuples d'Europe à réclamer leur droit démocratique à décider de leur propre avenir.

Pour une Europe sociale, démilitarisée et démocratique !